

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN

CRECH MIN
22710 Penvénan

Références : [VD/2024/12/20/01](#)
Code AIOT : 0052202967

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN implanté CRECH MIN 22710 Penvénan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN
- CRECH MIN 22710 Penvénan
- Code AIOT : 0052202967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral de co-exploitation avec la SCEA des Peupliers en date du 05 juillet 2012, pour une capacité de 137 500 poules pondeuses, dont 117 500 poules pondeuses pour la SCEA Élevage Avicole de Crech Min.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 1.1	Sans objet
2	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Défense contre	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'incendie	article 13	
5	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
6	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
7	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
8	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 3.3	Sans objet
9	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation bien tenue.

Modification du mode d'élevage dans 2 poulaillers pour la mise en place de volières à la place de cages. Cette restructuration est toutefois conforme à la situation présentée dans le dossier de restructuration déposé et en cours d'instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 1.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN et la SCEA DES PEUPLIERS, sises à PENVENAN au lieu dit "CRECH MIN", sont autorisées à exploiter à cette adresse (Section E, parcelles n°s 4, 5, 13, 964, 965, 966 et 1170), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande d'un élevage avicole dont la capacité maximale est de 137 500 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en : 137 500 poules pondeuses (oeufs de consommation), dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 117 500 poules pondeuses exploitées par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN ; - 20 000 poules pondeuses exploitées par la SCEA DES PEUPLIERS ; <p>sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 54 198 unités par an, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 47 118 unités d'azote produites par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN ; - 7 080 unités d'azote produites par la SCEA DES PEUPLIERS
<p>Constats :</p> <p>Conforme : mise en place de 108 200 poules pondeuses.</p> <p>Non Conforme : évolution du mode d'élevage dans 2 poulaillers avec la mise en place de volières en lieu et place de cages. Toutefois cette restructuration est conforme à celle présentée dans le dossier en cours d'instruction. Conforme donc sous réserve de validation du dossier en cours d'instruction.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Dératisation : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

<p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Extincteurs conformes. Mise en place d'une poche souple dans le cadre des moyens de lutte externe contre l'incendie : conforme. Lors de l'inspection, il a toutefois été demandé à l'exploitant de faire réceptionner la réserve d'eau par les services du SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Conforme. Attention toutefois aux références de rejet prises en compte pour la déclaration. Le mode d'élevage en volières s'apparente à un mode d'élevage en cage avec séchage ou pré séchage des fientes et non à un mode d'élevage au sol pour lequel les fientes restent toute la durée du lot sous les animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Équarrissage : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 3.3
--

Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 1335 tonnes d'engrais organique par an soit 52 738 unités d'azote. ... L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2012, article 3.4
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN est autorisé à utiliser le forage implanté sur la parcelle n° 966 section ZE et à alimenter en eau par ce forage les installations de la SCEA DES PEUPLIERS, sous réserve du strict respect des dispositions suivantes : - un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; - la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ; - les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ; - le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ; - l'interconnexion avec le réseau public est interdite ; - l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial. A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. . L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées. »
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite